

C(2020) 2046 final

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2019/2020

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 01 avril 2020

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 01 avril 2020

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Décision d'exécution de la Commission du 27.3.2020 modifiant la décision d'exécution C(2014) 10168 portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé «FEDER-FSE Martinique Conseil régional» en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional, du Fonds social européen et de la dotation spécifique allouée à l'initiative pour l'emploi des jeunes au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Martinique en France CCI 2014FR16M0OP011

E 14714



Bruxelles, le 27.3.2020
C(2020) 2046 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 27.3.2020

modifiant la décision d'exécution C(2014) 10168 portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé «FEDER-FSE Martinique Conseil régional» en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional, du Fonds social européen et de la dotation spécifique allouée à l'initiative pour l'emploi des jeunes au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Martinique en France

CCI 2014FR16M0OP011

(LE TEXTE EN LANGUE FRANÇAISE EST LE SEUL FAISANT FOI)

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 27.3.2020

modifiant la décision d'exécution C(2014) 10168 portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé «FEDER-FSE Martinique Conseil régional» en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional, du Fonds social européen et de la dotation spécifique allouée à l'initiative pour l'emploi des jeunes au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Martinique en France

CCI 2014FR16M0OP011

(LE TEXTE EN LANGUE FRANÇAISE EST LE SEUL FAISANT FOI)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil¹, et notamment son article 96, paragraphe 10,

après consultation du comité du FSE,

considérant ce qui suit:

- (1) Certains éléments du programme opérationnel intitulé «FEDER-FSE Martinique Conseil régional» en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional ('FEDER'), du Fonds social européen ('FSE') et de la dotation spécifique allouée à l'initiative pour l'emploi des jeunes ('IEJ') au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», pour la région Martinique en France ont été approuvés par la décision d'exécution C(2014) 10168 de la Commission, modifiée en dernier lieu par la décision d'exécution C(2019) 7310 de la Commission.
- (2) Conformément à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013, la Commission a établi que certaines priorités de ce programme opérationnel n'avaient pas atteint les valeurs intermédiaires fixées; en conséquence, la France doit proposer de réaffecter le montant correspondant de la réserve de performance aux priorités pour lesquelles les valeurs intermédiaires ont été atteintes.
- (3) Le 27 janvier 2020, la France a transmis, au moyen du système informatique d'échange de données de la Commission, une demande de modification du programme opérationnel. La demande était accompagnée d'un programme opérationnel révisé, dans lequel la France a proposé de modifier les éléments du programme opérationnel

¹ JO L 347 du 20.12.2013, p. 320.

visés à l'article 96, paragraphe 2, premier alinéa, point b) v) et d) ii), du règlement (UE) n° 1303/2013, tels qu'adopté par la décision d'exécution C(2014) 10168.

- (4) La modification du programme opérationnel consiste à réaffecter les montants suivant de la réserve de performance: 685 300 EUR de l'axe prioritaire non performant 1 «Innovation pour la croissance»; 1 072 248 EUR de l'axe prioritaire non performant 8.2 «Développement endogène des territoires»; et 1 179 889 EUR de l'axe prioritaire non performant 9 «Attractivité et inclusion dans les territoires» vers l'axe prioritaire performant 4 «Réponses à l'urgence énergétique», tous soutenus par le FEDER. Les indicateurs de réalisation ont été adaptés en conséquence.
- (5) La modification du programme opérationnel consiste également à réaffecter les montants suivant de la réserve de performance: 1 909 973 EUR de l'axe prioritaire non performant 8.1 «Création d'emplois et insertion professionnelle des jeunes, notamment des NEETs»; et 250 800 EUR de l'axe prioritaire non performant 11 «Performance administrative» vers l'axe prioritaire performant 10.1 «Elévation des compétences pour l'emploi», tous soutenus par le FSE. Les indicateurs de réalisation ont été adaptés en conséquence.
- (6) Conformément à l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1303/2013, la demande de modification du programme opérationnel est dûment motivée par la réaffectation de la réserve de performance résultant de la non-réalisation des valeurs intermédiaires pour certains axes prioritaires et précise l'incidence attendue des modifications du programme sur la réalisation de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive et des objectifs spécifiques définis dans le programme, compte tenu du règlement (UE) n° 1303/2013, des règlements (UE) n° 1301/2013² et (UE) n° 1304/2013³ du Parlement européen et du Conseil, des principes horizontaux visés aux articles 5, 7 et 8 du règlement (UE) n° 1303/2013, ainsi que de l'accord de partenariat avec la France, approuvé par la décision d'exécution C(2014) 5752 de la Commission, telle que modifiée en dernier lieu par la décision d'exécution C(2019) 7305 de la Commission.
- (7) Conformément à l'article 110, paragraphe 2, point e), du règlement (UE) n° 1303/2013, par procédure écrite le 4 novembre 2019, le comité de suivi a examiné et approuvé la proposition de modification du programme opérationnel, en tenant compte du texte de la version révisée du programme opérationnel et de son plan de financement.
- (8) D'après son évaluation, la Commission a constaté que la modification apportée au programme opérationnel a une incidence sur les informations fournies dans l'accord de partenariat conclu avec la France conformément au point a) iv) de l'article 15, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1303/2013. Il convient d'en tenir compte lors de la modification annuelle de l'accord de partenariat conformément à l'article 16, paragraphe 4 *bis*, du règlement (UE) n° 1303/2013.
- (9) La Commission a évalué le programme opérationnel révisé et a formulé des observations au titre de l'article 30, paragraphe 3, première phrase, du règlement (UE)

² Règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 (JO L 347 du 20.12.2013, p. 289).

³ Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 470).

n° 1303/2013 le 17 février 2020. La France a communiqué des informations complémentaires et présenté une version modifiée du programme opérationnel révisé le 6 mars 2020.

- (10) Il convient dès lors d'approuver les éléments modifiés du programme opérationnel révisé soumis à l'approbation de la Commission conformément à l'article 96, paragraphe 10, du règlement (UE) n° 1303/2013.
- (11) Il y a donc lieu de modifier en conséquence la décision d'exécution C(2014) 10168,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision d'exécution C(2014) 10168 est modifiée comme suit:

1. à l'article 1^{er}, la phrase introductive est remplacée par le texte suivant:
«Les éléments suivants du programme opérationnel intitulé «FEDER-FSE Martinique Conseil régional» en vue d'un soutien conjoint du FEDER, du FSE et de la dotation spécifique allouée à l'IEJ au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Martinique en France pour la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2020, présenté dans sa version finale le 5 décembre 2014, modifié en dernier lieu par le programme opérationnel révisé présenté dans sa version finale le 6 mars 2020 sont approuvés:».
2. l'annexe II est remplacée par le texte figurant à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 27.3.2020

Par la Commission
Elisa FERREIRA
Membre de la Commission

